

Crises et reprise

Pour la première fois, les chefs d'Etat européens se sont réunis sans la Grande-Bretagne. Le sommet de Bratislava en septembre 2016 aura permis de définir les plus urgentes des priorités au lendemain du Brexit, à savoir protéger les frontières extérieures, lutter contre le terrorisme et relancer la défense européenne – autant de sujets qui étaient à l'ordre du jour des rencontres de ces dernières années, mais qui marquent un nouveau départ pour une Europe en quête de confiance. Un sommet informel est prévu début 2017 à Malte. D'ici là, la feuille de route devra être peaufinée, afin que l'Union puisse commémorer dignement à Rome le 60^e anniversaire des traités fondateurs de la construction européenne.

Signe des temps : à l'issue du sommet, le président français et la chancelière allemande ont participé à une conférence de presse conjointe, alors que d'ordinaire chaque chef d'Etat ou de gouvernement se charge d'informer seul les journalistes, ce qui conduit généralement la presse internationale à comparer les petites phrases des uns et des autres pour en tirer ses propres conclusions. A Bratislava, la France et l'Allemagne ont cherché avant tout à montrer leur rôle éminent dans la recherche de solutions à la crise. Et de fait, François Hollande et Angela Merkel ont parlé d'une même voix, le premier soulignant le risque de dislocation de l'Union européenne, alors que la seconde insistait sur la situation critique. Plusieurs thèmes d'actualité divisent encore les Européens, en particulier celui de la répartition des réfugiés au sein de l'Union. Ce dossier est abordé différemment par le groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, Slovaquie et République tchèque), l'Italie, mais aussi par la France et l'Allemagne dont la gestion de la crise migratoire est – ne serait-ce que par la comparaison des chiffres du nombre de demandeurs d'asile – peu comparable.

Ce n'est d'ailleurs pas la seule divergence entre Paris et Berlin. Le rapport annuel du Fonds Monétaire International (FMI), le *Spillover Report* publié le 29 juillet 2016, met le doigt sur ce qui divise les deux pays économiquement : il considère en effet qu'en France les coûts du travail et le taux

de change réel de l'euro est surévalué de 5 à 10 %, alors qu'il note en Allemagne une sous-évaluation de 5 à 15 %. Ce rapport, dont l'existence remonte à la crise de 2008 pour mieux identifier les « risques de contagion » (*spillover* en anglais) après une crise majeure dans des pays importants, permet donc de comparer les forces et les faiblesses des uns et des autres, mais aussi les risques de déséquilibres et de fractures de l'économie mondiale, tout spécialement en Europe, avec une balance des paiements en Allemagne qui affiche un excédent de plus de 300 milliards de dollars (soit 8,5 % de son PIB), alors que la France enregistre dans le même temps un déficit de 21 milliards (0,7 %) – sans oublier le fossé qui existe entre les deux pays à propos du taux de chômage et de la croissance.

Pour sa part, l'économiste américain Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'Economie en 2001 (qui avait déjà publié en 2003 un ouvrage intitulé *La grande désillusion* et deux ans plus tard *La grande fracture*), a publié au mois d'août un livre sur la menace que représenterait l'euro pour l'Europe. Il propose un « divorce à l'amiable », c'est-à-dire mettre en place un euro du Nord et un euro du Sud, donc remettre en question la monnaie unique de l'Europe créée en 1999. Il reproche à la Banque centrale européenne (BCE) de gérer les taux d'intérêt en fonction de l'inflation et non de la croissance.

Jérôme Pascal

Gemeinsame Verlautbarung

Nach dem Brexit-Votum fand im September 2016 in Bratislava erstmals ein EU-Gipfel ohne Großbritannien statt, bei dem es um die weitere Entwicklung der 27 Mitgliedsstaaten und die drängendsten Probleme der Gemeinschaft ging: die Sicherung der Außengrenzen, den Kampf gegen den Terrorismus, eine gemeinsame Verteidigungspolitik, Flüchtlings- und Eurokrise u. a. Auf einer – unüblichen – gemeinsamen Pressekonferenz demonstrierten Deutschland und Frankreich trotz ökonomischer Divergenzen den Schulterschluss bei der Suche nach Lösungen der Konflikte.

Red.